



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture
de la Haute-Saône**

Arrêté n° *70-2023-11-03-00004* du *3 novembre 2023*
portant limitation provisoire des usages de l'eau en zones d'alerte
Vallée du Doubs – Ognon – Loue
Plateau calcaire de la Haute-Saône
Niveau n° 2 : ALERTE

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

VU le Code de l'Environnement pris notamment en son article L. 211-3, relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie ;

VU le Code Civil et notamment les articles 640 à 645 ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment son titre II ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L. 2212-2-5 L. 2212-2 et L. 2215-1, relatifs aux pouvoirs du représentant de l'État dans un département en matière de police ;

VU le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du préfet de la Haute-Saône, Monsieur Romain ROYET ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée en vigueur ;

VU l'article 14 de l'arrêté intégré du 2 février 1998 par lequel le préfet peut limiter ou suspendre provisoirement les usages de l'eau pour les installations relevant de cette législation ;

VU l'instruction ministérielle du 27 juillet 2021 introduisant un guide national sur la gestion de la sécheresse pour harmoniser les mesures au niveau national ;

VU l'arrêté cadre départemental n° 70-2023-07-12-00002 du 12 juillet 2023 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Haute-Saône ;

VU l'arrêté n°70-2023-10-06-00025 du 6 octobre 2023 portant limitation provisoire des usages de l'eau en zone d'alerte Vallée du Doubs-Ognon-Loue et Plateau calcaire de la Haute-Saône, niveau Crise ;

CONSIDÉRANT l'amélioration de la situation hydrologique du département de la Haute-Saône et notamment le niveau des rivières tel qu'il peut être apprécié au moyen du réseau des mesures des débits des cours d'eau ;

CONSIDÉRANT la persistance de la fragilité de certaines ressources en eau potable et notamment la situation des nappes d'eau souterraines à un niveau encore préoccupant ;

CONSIDÉRANT que dans ce cadre, pour maintenir les priorités fixées dans les usages de l'eau il convient d'adapter les actions d'économie de la ressource pour éviter le gaspillage, préserver la vie aquatique et la situation future ;

CONSIDÉRANT la nécessité de concilier au mieux les usages économiques de l'eau et la préservation de la vie et des milieux aquatiques ;

CONSIDÉRANT que l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine est prioritaire ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

L'arrêté n° n°70-2023-10-06-00025 du 6 octobre 2023 portant limitation provisoire des usages de l'eau est abrogé.

Article 2 : Mesures de restrictions

Les usages de l'eau sont limités, à titre provisoire, par restrictions de niveau :

ALERTE pour les zones d'alerte :

- Vallée Doubs – Ognon – Loue (RM 19) ;
- Plateau calcaire de la Haute-Saône (RM 22) ;

Le détail des communes par zones d'alertes figure en annexes 1 et 2, et les mesures applicables sont détaillées dans le tableau en annexe 3.

Article 3 : particularité concernant l'abreuvement des animaux d'élevage

Afin de respecter les bonnes conditions d'élevage, les besoins relatifs à l'abreuvement des animaux constituent un usage prioritaire et ne sont pas concernés par les mesures de restrictions prévues à l'article 2. Les prélèvements dans les cours d'eau, réalisés aux fins d'abreuvement des animaux d'élevage, doivent veiller à **maintenir dans le cours d'eau le débit minimum biologique** (20 % du débit moyen interannuel - module). Ils ne doivent en aucun cas conduire à des assècs.

A titre exceptionnel, les exploitants situés à proximité de la Saône et de l'Ognon peuvent réaliser des prélèvements pour abreuver les animaux dans les conditions suivantes :

- avant tout prélèvement, déclaration de l'intention de prélèvement d'eau d'abreuvement auprès du guichet unique Police de l'eau de la DDT, précisant le lieu du prélèvement, un extrait de plan et les volumes/fréquences envisagés

par Tél : 03.63.37.92.40 / Fax : 03.63.37.92.02
ou par Courriel : ddt-eau@haute-saone.gouv.fr

- enregistrement des prélèvements réalisés (lieu, dates, volumes) ;

– communication au guichet unique de la Police de l'eau du bilan des prélèvements au plus tard 1 mois après la levée de mesures de l'arrêté sécheresse.

Article 4 – Particularité concernant la gestion des plans d'eau

Les vidanges des étangs sont autorisées à condition d'effectuer préalablement, une déclaration d'intention, obligatoire avant tout commencement de l'action de vidange, auprès du guichet unique Police de l'eau de la DDT, précisant la localisation de l'étang, le lieu du rejet, un extrait de plan et les volumes concernés

par Tél : 03.63.37.92.40 / Fax : 03.63.37.92.02
ou par Courriel : ddt-eau@haute-saone.gouv.fr

Le remplissage (y compris mise à niveau) des plans d'eau à partir d'un cours d'eau ou d'un canal alimenté par un cours d'eau est interdit.

Article 5 – Particularité concernant l'usage de l'eau provenant de réserve d'eau de pluie

L'usage de l'eau provenant de réserves d'eau de pluie captées sur des toitures et des plate-formes imperméables n'est pas concerné par les mesures de restrictions prévues à l'article 2, hormis le lavage des véhicules chez les particuliers qui reste interdit.

Article 6 – Particularités liées au contexte automnal

Les mesures de restriction prévues par l'arrêté cadre sont supprimées pour les usages suivants :

- arrosage des espaces verts, pelouses, massifs fleuris et plantes en pots,
- arrosage des jardins potagers,
- arrosage des terrains de sport, pistes et carrières de centres équestres, golfs,
- arrosage des surfaces accueillant des manifestations temporaires sportives et culturelles,
- cheminement à pied dans le lit vif des cours d'eau, orpillage,
- irrigation des cultures,
- abreuvement des animaux (sauf arrêté spécifique et application de l'article 3 du présent arrêté),
- prélèvement en canaux,
- navigation fluviale,

Article 7 – Communication des informations sur les prélèvements

Les collectivités en charge de la gestion de l'AEP, ou leur mandataire, communiqueront les informations nécessaires au suivi de la situation : données de prélèvements, difficultés d'approvisionnement, solutions alternatives envisagées,... aux services de l'ARS, chaque semaine, conformément à l'article R 211-66 du code de l'environnement.

Les collectivités en charge de la gestion de l'AEP communiqueront la liste des captages abandonnés et de secours ainsi que les données techniques afférentes aux services de l'ARS.

Article 8 – Durée

Les dispositions mentionnées aux articles ci-dessus sont d'application immédiate à compter de la date de publication du présent arrêté. Par ailleurs, elles pourront être renforcées, abrogées ou prolongées en

tant que de besoin, en fonction de l'évolution de la situation météorologique et de la situation hydrologique.

Article 9 – Sanction des infractions

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5^e classe le fait de contrevenir aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau prescrites par le présent arrêté.

La récidive des contraventions de la 5^e classe prévues à l'alinéa précédent est réprimée conformément aux dispositions des articles 132-11 et 132-15 du Code pénal.

En application des articles L. 171-8 et suivants du Code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, le non-respect des prescriptions du présent arrêté peut être puni administrativement d'une amende au plus égale à 15 000 € et d'une astreinte journalière au plus égale à 1 500 €, applicable à partir de la notification de la décision la fixant jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Article 10 – Délais et voies de recours

Un recours contentieux peut être formé contre le présent arrêté devant le tribunal administratif de Besançon, 30 rue Charles Nodier, 25 044 BESANÇON Cedex 3, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par courrier ou par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 11 – Publicité

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera affiché dans les mairies citées à l'article 1er du présent arrêté en un lieu accessible à tout moment et rendu public par tout moyen approprié.

Cet arrêté sera également publié sur le site internet national Propluvia.

Article 12 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le directeur de l'agence régionale de santé, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs et ampliation en sera adressée :

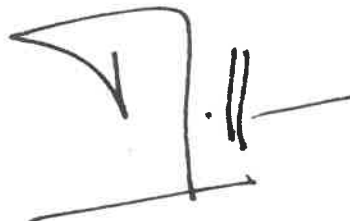
- à M. le Préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée,
- à Mmes et MM. les Maires des communes concernées,
- à MM. les Présidents des Syndicats des Eaux du département de la Haute-Saône,
- à M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté,
- à M. le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Haute-Saône,
- à Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique de la Haute-Saône,
- à Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique du Doubs (CISP Montbéliard-Héricourt),
- à M. le Chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité,

- à M. le Président de la Chambre d'Agriculture,
- à M. le Président de la Chambre du Commerce et de l'Industrie,
- à M. le Président de la Fédération de Haute-Saône pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,
- à M. le Directeur départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la protection des populations

Fait à Vesoul, le

03 NOV. 2023

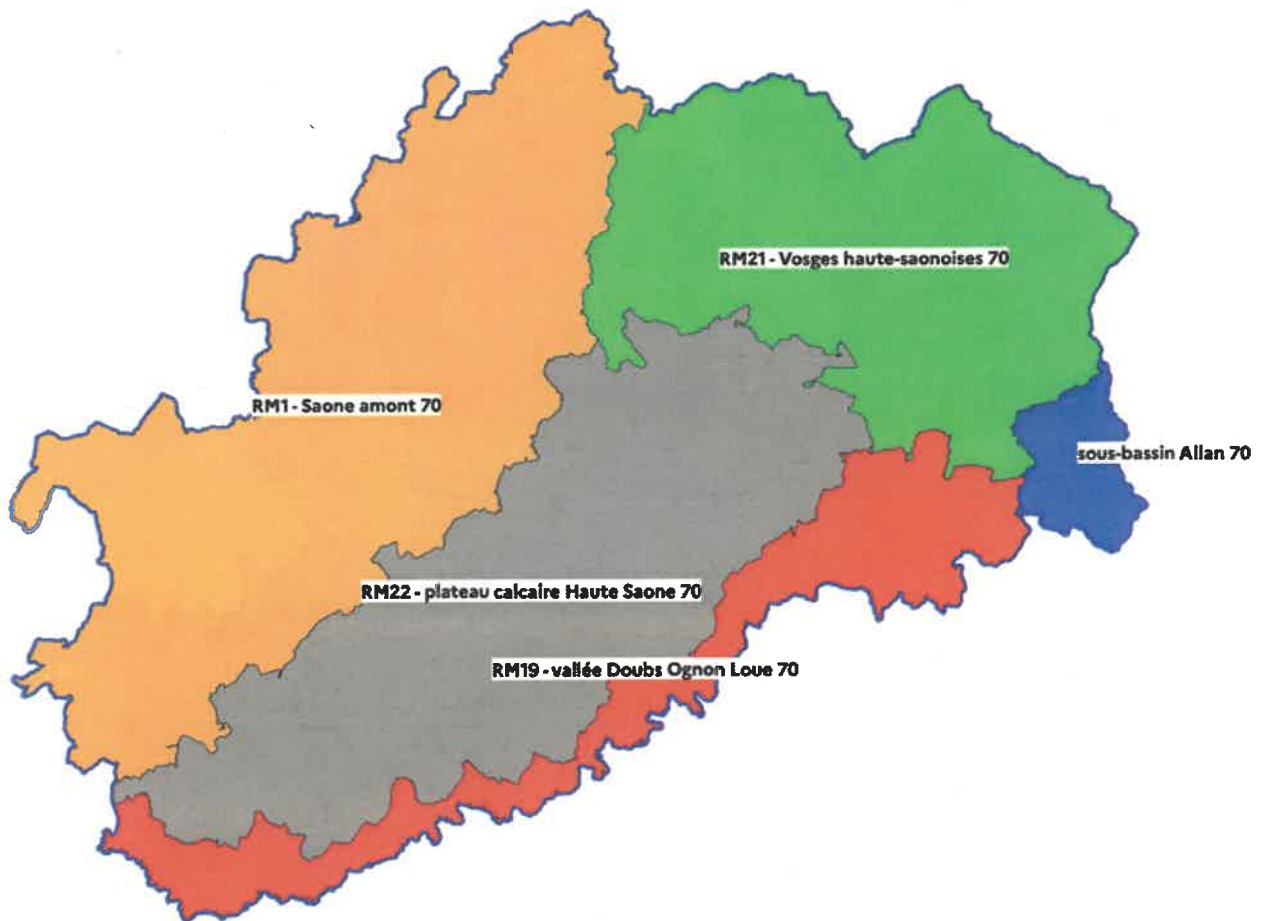
Le Préfet

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'R' followed by 'OYET'.

Romain ROYET

Annexe 1

Carte des zones d'alerte



Annexe 2

RM 19	Aillevans	Crevans-et-la-Chapelle-lès-Granges	Moffans-et-Vacheresse
	Athesans-Étroitefontaine	Cromary	Moimay
	Aulx-lès-Cromary	Esprels	Montagney
	Autrey-le-Vay	Étuz	Montbozon
	Bard-lès-Pesmes	Fallon	Motey-Besuche
	Bay	Faymont	Perrouse
	Beaumotte-Aubertans	Georfans	Pesmes
	Beaumotte-lès-Pin	Gouhenans	Pin
	Besnans	Grammont	Pont-sur-l'Ognon
	Beveuge	Granges-la-Ville	Saint-Ferjeux
	Bouhans-lès-Montbozon	Granges-le-Bourg	Saint-Sulpice
	Boulot	Hugier	Saulnot
	Bresilley	La Barre	Sauvigney-lès-Pesmes
	Broye-Aubigney-Montseugny	La Résie-Saint-Martin	Secenans
	Brussey	La Vergenne	Senargent-Mignafans
	Bussièeres	Larians-et-Munans	Sornay
	Buthiers	Le Val-de-Gouhenans	Thieffrans
	Cenans	Les Aynans	Thiénans
	Chambornay-lès-Bellevaux	Les Magny	Vandelans
	Chambornay-lès-Pin	Longeville	Vellechevreux-et-Courbenans
	Chancey	Loulans-Verchamp	Villafans
	Chassey-lès-Montbozon	Malans	Villargent
	Chaumercenne	Marast	Villers-la-Ville
	Chavanne	Marnay	Villers-sur-Saulnot
	Chenevrey-et-Morogne	Maussans	Villersexel
	Cirey	Mélecey	Voray-sur-l'Ognon
	Cognières	Mignavillers	Vregille
	Courchaton		

RM 22	Adelans-et-le-Val-de-Bithaine	Fondremand	Provenchère
	Amblans-et-Velotte	Fontenois-lès-Montbozon	Pusey
	Ancier	Frasne-le-Château	Pusy-et-Épenoux
	Andelarre	Fresne-Saint-Mamès	Quenoche
	Andelarrot	Fretigney-et-Velloreille	Quincey
	Angirey	Frotey-lès-Vesoul	Raze
	Aroz	Genevreville	Recologne-lès-Rioz
	Arpenans	Genevrey	Rioz
	Arsans	Germigney	Roche-sur-Linotte-et-Sorans-les-Cordiers
	Authoison	Gézier-et-Fontenelay	Rosey
	Autoreille	Grandvelle-et-le-Perrenot	Ruhans
	Autrey-lès-Cerre	Grattery	Saint-Broing
	Auxon	Gy	Saint-Gand
	Avrigny-Virey	Hyet	Saint-Loup-Nantouard
	Baignes	Igny	Sainte-Reine
	Batrans	La Chapelle-Saint-Quillain	Saulx
	Bonboillon	La Creuse	Sauvigney-lès-Gray
	Bonnevent-Velloreille	La Demie	Scye
	Borey	La Grande-Résie	Servigney
	Bougnon	La Malachère	Sorans-lès-Breurey
	Boult	La Romaine	Traitiéfontaine
	Bourguignon-lès-la-Charité	La Vernotte	Trésilley
	Boursières	La Villeneuve-Bellenoye-et-la-Maize	Tromarey
	Bucey-lès-Gy	Le Magnoray	Vadans
	Calmoutier	Le Tremblois	Vaivre-et-Montoille
	Cerre-lès-Noroy	Le Val-Saint-Éloi	Valay
	Champtonnay	Les Bâties	Vallerois-le-Bois
	Champvans	Lieffrans	Vallerois-Lorioz
	Charcenne	Lieucourt	Vantoux-et-Longevelle
	Chariez	Liévans	Varogne
	Charmoille		

Châteney	Mailleroncourt-Charette	Vaux-le-Moncelot
Châtenois	Mailley-et-Chazelot	Velesmes-Échevanne
Chaux-la-Lotière	Maizières	Velle-le-Châtel
Chevigney	Mollans	Velleclaire
Choye	Mont-le-Vernois	Vellefaux
Citey	Montarlot-lès-Rioz	Vellefrey-et-Vellefrange
Clans	Montboillon	Vellefrie
Colombe-lès-Vesoul	Montcey	Velleguindry-et-Levrecey
Colombier	Montigny-lès-Vesoul	Velleminfroy
Colombotte	Montjustin-et-Velotte	Vellemoz
Comberjon	Navenne	Velloreille-lès-Choye
Cordonnet	Neurey-en-Vaux	Venère
Coulevon	Neurey-lès-la-Demie	Vesoul
Courcuire	Neuveville-lès-Cromary	Villefrancon
Cresancey	Neuveville-lès-la-Charité	Villeparois
Creveney	Noidans-le-Ferroux	Villers-Bouton
Cugney	Noidans-lès-Vesoul	Villers-Chemin-et-Mont-lès-Étrelles
Cult	Noiron	Villers-le-Sec
Dambenoît-lès-Colombe	Noroy-le-Bourg	Villers-Pater
Dampierre-sur-Linotte	Oiselay-et-Grachaux	Villers-sur-Port
Dampvalley-lès-Colombe	Onay	Vilory
Échenoz-la-Méline	Oppenans	Visoncourt
Échenoz-le-Sec	Oricourt	Vy-le-Ferroux
Étrelles-et-la-Montbleuse	Ormenans	Vy-lès-Filain
Filain	Pennesières	Vy-lès-Lure
Flagy	Pomoy	
	Pontcey	

Annexe 3 : Tableau des mesures de restriction des usages de l'eau en Haute-Saône, Zones d'alerte Vallée du Doubs-Ognon-Loue et Plateau calcaire de la Haute-Saône

Les prélèvements destinés à alimenter les retenues ne sont pas soumis aux dispositions du présent arrêté mais aux règles précisées dans l'arrêté d'autorisation des retenues.

Les interdictions ne s'appliquent pas en cas d'impératif de santé publique, de salubrité publique ou pour des raisons de sécurité publique

Légende des usagers : P = Particulier, E = Entreprise, C = Collectivité, A = Exploitant agricole

Usages	Alerte	P	E	C	A
Piscines privées et bains à remous, de plus d'1 m ³	Remplissage interdit Sauf première mise en eau, après accord du gestionnaire du réseau AEP si le chantier avait débuté avant les premières restrictions	X			
Piscines ouvertes au public	Sans restriction		X	X	
Lavage de véhicules par des professionnels (dont stations de lavage)	Interdit Sauf avec du matériel haute pression ou avec un matériel équipé d'un système de recyclage de l'eau et limité strictement au nettoyage des pièces nécessaires au bon fonctionnement	X	X	X	X
Lavage de véhicules chez les particuliers	Interdit à titre privé à domicile	X			
Arrosage des pistes de chantiers (et autres chantier générant de la poussière)	Interdit Sauf impératif sanitaire ou sécuritaire	X	X	X	X
Nettoyage des façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées	Interdit Sauf impératif sanitaire ou sécuritaire, et si réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel avec du matériel haute pression	X	X	X	X
Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement	L'alimentation des fontaines publiques et privées en circuit ouvert est interdite, dans la mesure où cela est techniquement possible	X	X	X	
Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation est > à 7 000 m ³ /an	Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées...) est mis à la disposition en cas de contrôle.		X	X	X
	Registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle Réduction des prélèvements et/ou consommation de 25 % par rapport à la moyenne hebdomadaire				

Usages	Alerte	P	E	C	A
Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation est < ou égale à 7 000 m³/an	<p>Mettre en œuvre des dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limiter au maximum les consommations</p> <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées.</p> <p>Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront</p>		X	X	
Installations de production d'électricité d'origine hydraulique, et thermique à flamme, visées dans le code de l'énergie, qui garantissent, dans le respect de l'intérêt général, l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire National	<p>- Pour les installations thermiques à flamme, les prélèvements d'eau liés au refroidissement, aux eaux de process ou aux opérations de maintenance restent autorisés, sauf si dispositions spécifiques prises par arrêté préfectoral</p> <p>- Pour les installations hydroélectriques, les manœuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interfèrent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électricité. Ne sont dans tous les cas pas concernées les usines de pointe ou en tête de vallée présentant un enjeu de sécurisation du réseau électrique national dont la liste est fournie à l'article R. 214-111-3 du Code de l'Environnement (vérifié le 21/03/2023 : aucune usine dans le 70)</p>	X	X	X	X
Prise d'eau / Remplissage (y compris mise à niveau) des plans d'eau	<p>cf. article 4 du présent arrêté</p>	X	X	X	X
Travaux en cours d'eau	<p>Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques</p>	X	X	X	X
Stations d'épuration et systèmes d'assainissement	<p>Report des opérations de maintenance en fin de période de restriction</p> <p>Sauf en cas d'urgence après accord du service police de l'eau</p>		X	X	
Lavage des réservoirs d'eau potable prévus dans les contrats d'affermage	<p>Sans restriction</p>		X	X	
Essai de bornes incendie existantes	<p>Sans restriction</p>		X	X	

^{NB} maraîchage : comprend toutes les cultures légumières dont les cultures sous serres, le bassinage des semis et des plants en conteneur, hors oignons et pommes de terre